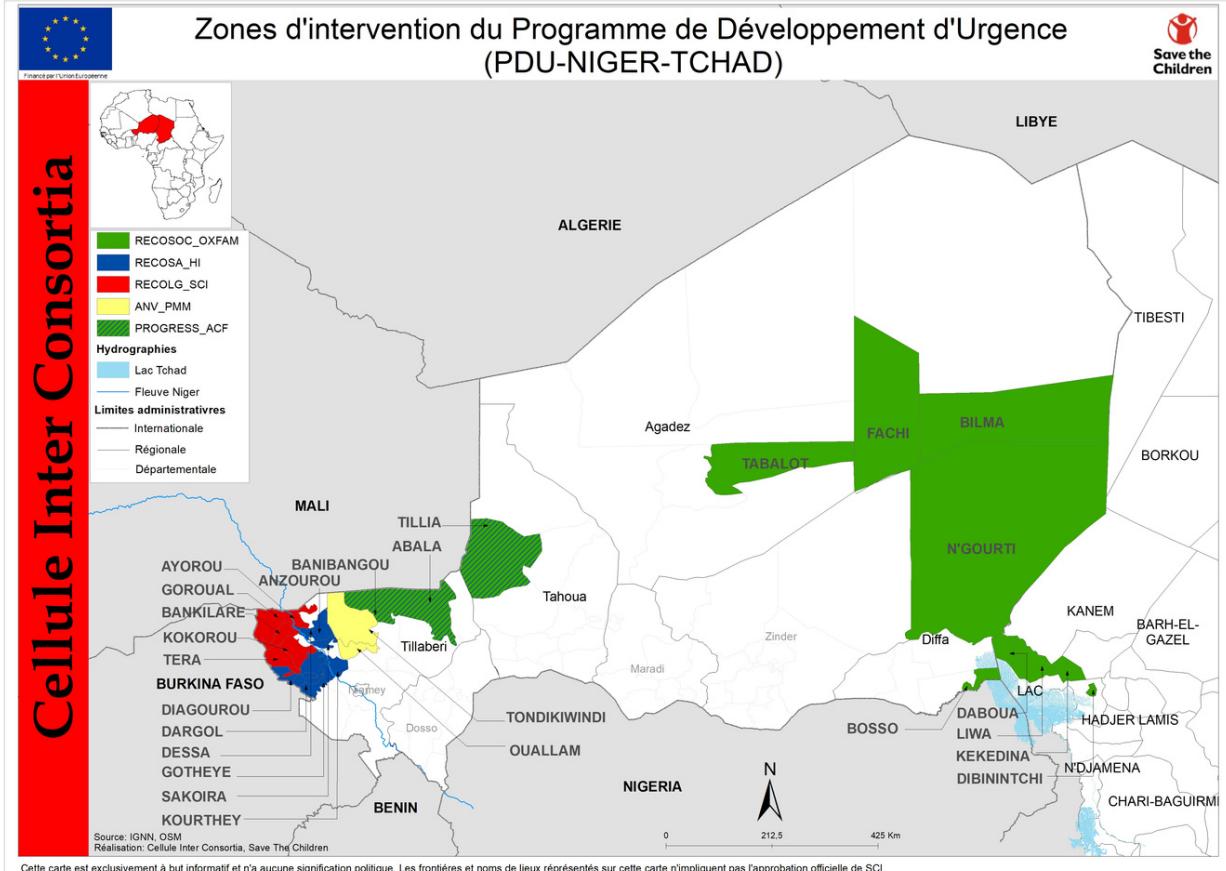


RAPPORT DE L'INDICE DE CAPACITE DE MISE EN OEUVRE (ICMO) N°9 DU PDU-UE NIGER TCHAD : T3 2023

Juillet-Aout-Septembre 2023





05
Consortia ONG

02 Pays
06 Régions Communes
26

48 Mois
2020-2024 Année

AVANT PROPOS

L'indice de capacité de mise en œuvre (ICMO) des consortia travaillant dans le cadre du programme de développement d'urgence (PDU), est un outil qui permet de mesurer, périodiquement, le niveau de mise en œuvre des activités dans les zones d'interventions. Elles mêmes caractérisées par un contexte changeant et fragile.

Cet indicateur (ICMO) est apprécié à travers les différents ensembles d'activités mis en œuvre pour atteindre les objectifs visés par les 5 résultats attendus (thématisques) du PDU.

Pour rappel, les 5 projets du PDU-UE Niger Tchad mettent oeuvre des activités sous chacune de ces 5 thématiques :

-  **Protection sociale**
-  **Accès aux services sociaux de base**
-  **Moyens d'existence résilients**
-  **Gouvernance locale**
-  **Prévention des conflits et cohésion sociale**

L'objectif est de ce rapport ICMO est d'analyser la capacité des ONG à mettre en œuvre les activités planifiées du 1 juillet au 30 septembre 2023.

METHODOLOGIE D'APPRECIATION DU NIVEAU DE CAPACITE DE MISE EN ŒUVRE DES CONSORTIA

NIVEAU DE CAPACITE

- █ **Niveau 1:** Toutes les activités sont conduites normalement sans interruption et contrainte aucune
- █ **Niveau 2:** une ou plusieurs activités ont été interrompues pour des contraintes extérieures au projet , mais ont été reprises et conduites normalement
- █ **Niveau 3:** une ou plusieurs activités ont été annulées et ou modifiées mais d'autres activités du même domaine de changement sont exécutées
- █ **Niveau 4:** Les activités continuent à être mise en œuvre, mais toutes ou plus de 50% des activités du domaine ne sont pas menées dans le/ les villages/communes cibles , plutôt délocalisées
- █ **Niveau 5:** Il n'est plus possible de dérouler les activités dans ce /ces villages/communes pour des contraintes extérieures au projet

MÉTHODOLOGIE

Pour chacun des thématiques le niveau de capacité de mise en œuvre des projets a été évaluée sur la base du paquet d'activités planifiées et mises en œuvre dans le trimestre. Pour mesurer ce niveau de capacité, chaque consortia répond à une série de questions permettant d'évaluer sur une échelle de 1 à 5, sa capacité de mettre en œuvre les activités planifiées dans les localités où il intervient. Le niveau moyen de capacité de mise en œuvre des projets est calculé en deux étapes et sert de base pour la production du rapport ICMO :

Etape 1 →

ICMO moyen par domaine de changement: le niveau moyen ICMO par domaine de changement est déterminé sur la base de l'appréciation de 1 à 5 de l'ICMO par paquet d'activité mise en œuvre du domaine (thématique) concerné, par commune. Il est obtenu en calculant la moyenne l'ICMO des paquets d'activité.

Etape 2 →

ICMO moyen par commune : il est calculé à travers la moyenne des moyennes des domaines de changement déjà déterminé à l'étape 1.

ANALYSE GEOGRAPHIQUE DE LA ZONE D'INTERVENTION DU PDU-UE

CARTE N°2

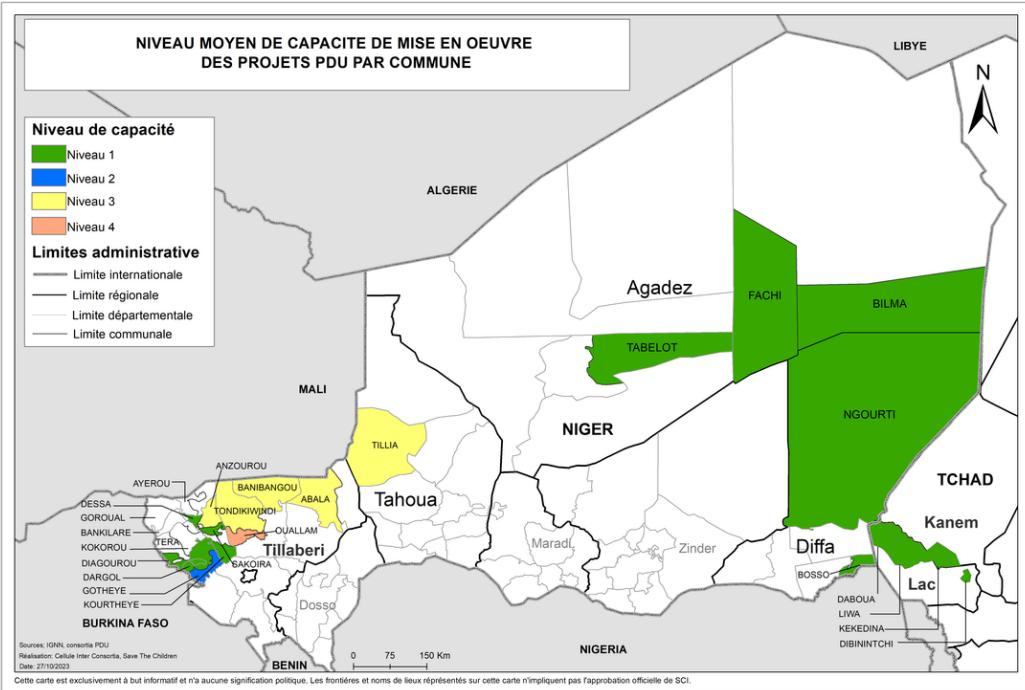


FIGURE 1 : Niveau moyen de capacité de mise en œuvre par commune T2 2023

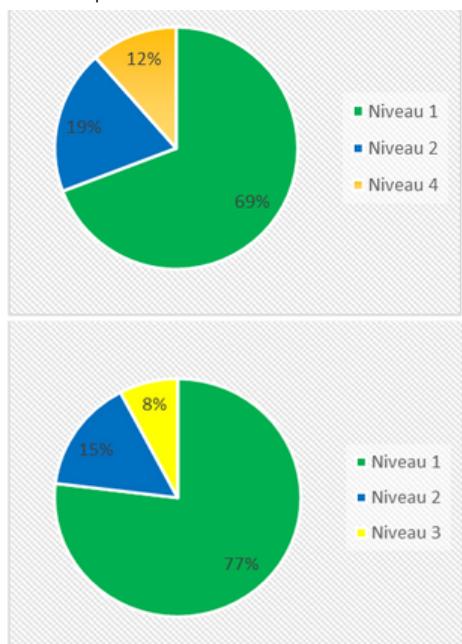


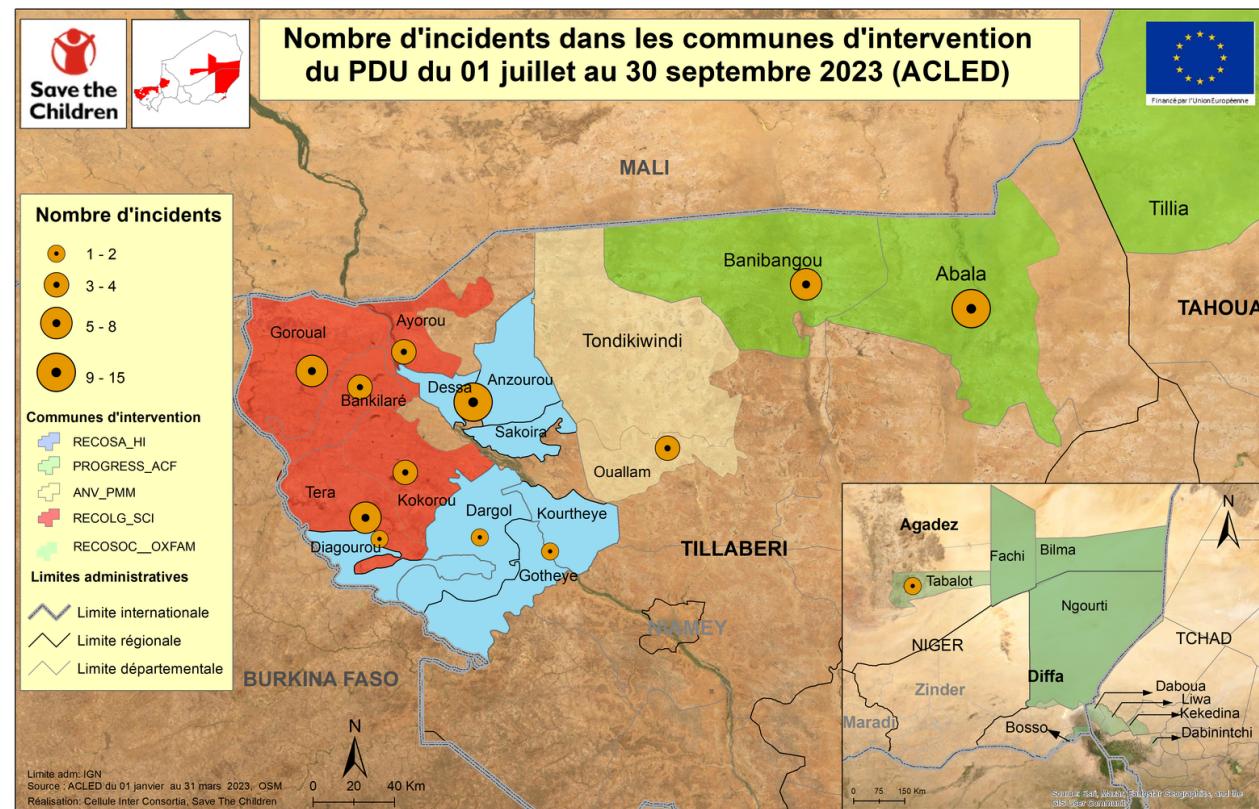
FIGURE 1 : Niveau moyen de capacité de mise en œuvre par commune T3 2023

Le 9e rapport de l'indice de capacité de mise en œuvre (ICMO) coïncide avec les événements du 26 juillet 2023, marqués par le renversement des autorités de la 7e république par les nouvelles autorités du CNSP. Ces événements ont eu des répercussions significatives sur les activités humanitaires en général, et celles du Programme de Développement d'Urgence (PDU-UE) en particulier. Les conséquences de ces événements incluent la fermeture temporaire des frontières terrestres avec plusieurs pays voisins et l'imposition de sanctions fortes par la CEDEAO et l'UE, qui ont entravé plusieurs initiatives vitales pour atteindre les populations les plus vulnérables dans la zone ainsi que les objectifs fixés initialement dans le cadre du PDU-UE. L'accès à certaines zones (Tillaberi) est aussi devenu casi impossible pour les travailleurs humanitaires en raison des restrictions imposées par les nouvelles autorités, exacerbées par les opérations militaires en cours dans la région. De plus, le financement d'activités essentielles pour la durabilité des actions menées pendant ces 3 dernières années par le PDU-UE, ainsi que les activités en lien avec les CSI, les collectivités territoriales ou les services techniques déconcentrés ont été officiellement suspendu par notre bailleur de fonds à quelques semaines de la clôture de certains des consortia. En plus des évènements mentionnés ci-dessus, nous avons aussi assisté à une réduction progressive des activités dû à la phase de clôture de trois des cinq consortia.

C'est dans ces conditions que certaines activités planifiées durant le trimestre ont tout de même pu être menées. La capacité de mise en œuvre (CMO) des ONG a été mesuré dans 21 des 26 communes d'intervention du Niger et Tchad ce trimestre. La carte N°2 ci-dessus illustre le niveau moyen de capacité de mise en œuvre par commune. Selon les consortia, les activités initialement planifiées ont tout de même été réalisées sans interruption ni difficulté majeure par les ONG au sein de 14 communes, soit **67 % des communes d'intervention, classées au niveau moyen 1** de capacité de mise en œuvre (CMO) ce trimestre. Ceci représente une légère baisse de la capacité d'accès des ONG par rapport au 69% du trimestre précédent. (Voir carte ci-dessus, en vert). On remarque par exemple que les communes du projet RECO SOC (Niger et Tchad) ont connu un trimestre sans contrainte notable, avec un ICMO niveau 1 à 100% dans toutes les communes. Toutefois, on remarque aussi **une augmentation significative des interruptions voire annulation des activités avec 24% des communes qui sont au niveau moyen 3 contre 0% le trimestre passé**. L'accès des ONG ou leur capacité de mise en œuvre a été considérablement restreint dans les communes de Banibangou, Tondikiwindi, Abala et Tillia qui sont passés à un niveau 3 de CMO ce trimestre alors qu'elles étaient à un niveau moyen de CMO 1 ou 2 le trimestre précédent.

ANALYSE GEOGRAPHIQUE DE LA ZONE D'INTERVENTION DU PDU-UE

Aussi, pour la première fois depuis le début du programme, **la commune de Ouallam et la CMO des équipes de ANV est passé à un niveau moyen 4 avec l'impossibilité de dérouler les activités planifiés dans ce /ces villages/communes** pour des contraintes extérieures au projet. En effet, la base de l'armée Française étant à Ouallam, la commune et les acteurs humanitaires ont été grandement impacté par la situation socio-économique et les restrictions d'accès imposés par les nouvelles autorités. Dans la zone du projet PROGRESS et ANV, la suspension des activités d'appui aux services techniques, due à la situation socio-politique, a entravé la mise en œuvre et la capacité des ONG de dérouler les activités. Cette situation a été aggravée par l'interdiction totale temporaire de la zone par les autorités militaires, qui ont classé les départements en tant que zone d'opérations militaires. Cette interdiction impacte principalement des secteurs cruciaux tels que l'ANJE, Wash, PEC, le développement de systèmes de production durable, et le renforcement du pouvoir économique et social des femmes et des jeunes.



Cette carte est exclusivement à but informatif et n'a aucune signification politique. Les frontières et noms de lieux représentés sur cette carte n'impliquent pas l'approbation officielle de SCI.

Bien que les données de l'ICMO de ce trimestre aient laissé une impression positive quant à la capacité de mise en œuvre de certaines activités, beaucoup d'incidents sécuritaires ont été signalés par ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project) dans les zones d'interventions. **Un total de 85 incidents a été déclarés**, marquant une augmentation de 3 incidents par rapport au trimestre précédent. Voir carte N°3.

La commune d'**Anzourou** a été plus fortement touchée que toutes les autres communes, enregistrant plus de 15 incidents au cours du trimestre. Parmi ces incidents, on déplore malheureusement 82 décès, dont 11 dans la commune de Gouroual. D'autres incidents ont également été enregistrés dans diverses communes d'intervention du PDU, entraînant un impact négatif sur le déroulement des activités, en particulier dans les communes des projets PROGRESS et ANV comme annoncé ci-haut. Ceci explique davantage la CMO moyenne des ONG œuvrant dans ces communes ou l'indice est respectivement de 3 et 4, avec un niveau 3 à 100% pour PROGRESS et un niveau 3 et 4 à 50% pour ANV. Voir carte N°2.

Malgré ces défis sécuritaires, les consortiums et les ONG qui ont pu mettre en œuvre leurs activités et accéder aux communes connaissent bien leurs zones d'interventions et ont, à ce stade du programme, une bonne compréhension du contexte et aptitude à mettre en pratique les stratégies d'adaptation des risques et de réduction. Ces approches englobent une collaboration efficace avec les autorités locales, les services techniques décentralisés, et les résidents, la mise en valeur des compétences locales, et la surveillance à distance des opérations. Ce qui explique le nombre élevé de commune à un niveau moyen 1 et 2 (vert et bleu sur la carte).

ANALYSE GEOGRAPHIQUE DE LA ZONE D'INTERVENTION DU PDU-UE

L'analyse spécifique du contexte sécuritaire par fuseau se présente comme suit :

Le fuseau Centre/Ouest se trouve à la convergence du Mali, du Burkina Faso et du Niger, et constitue le lieu d'intervention de 4 des 5 consortiums du PDU-UE : RECOLG, RECOSA, PROGRESS et ANV. Cette zone d'intervention englobe les régions de Tillabéri et de Tahoua au Niger. Au cours du trimestre, comme précédemment, des incursions continues des GANE ont été observées par les ONG du PDU-UE. Plusieurs incidents tels que des menaces, des attaques meurtrières, des affrontements armés avec les civils, des pillages, et des problèmes de couverture réseau, etc. ont été observés dans plusieurs communes du fuseau par ACLED et par les ONG membres du PDU-UE. Selon les données fournies par ACLED, 82 % des communes du PDU-UE ont été touchées par des incidents sécuritaires dans cette zone au cours de ce trimestre.

Le consortium RECOLG ayant achevé la grande majorité de ses activités fin aout 2023, et la restriction imposée par l'UE ayant remise en cause la planification des activités de la stratégie de sortie, la CMO moyenne n'a pas été mesuré (données globales non transmises). Cependant, ceci n'empêche pas la dégradation de l'accès pour le personnel du consortium basé à Tera qui se trouve entre les GANE et les opérations militaires. En effet, plusieurs attaques directes contre les positions FDS ont été enregistrées. Il est aussi important de préciser que le groupe Etat Islamique au Sahel (EIS) a été plus percutant à la fin du trimestre (septembre 2023) avec des actions commises en plein jour et cela en dépit des mouvements des forces de défense et de sécurité.

Ainsi, la baisse des incidents constatée dans les communes du projet RECOLG pourrait être relative au renforcement de dispositif sécuritaire à travers les opérations NIYA, ALMAHAOU et au positionnement des vecteurs aériens à Tillabéri comme à Téra (Armée Nigérienne). L'intensification de ces opérations militaires dues aux attaques répétées contre les FDS, a fait l'objet d'une note en date du 31 aout par le ministre de l'Intérieur qui suspend tout mouvement des acteurs humanitaires dans les zones d'opérations militaires concernées par les opérations militaires. Les agents basé à Téra ont moins souffert des restrictions d'accès et de déplacements que les autres consortia, même si ces mesures ont eu un impact majeur sur les activités humanitaires et les déplacements dans la zone.

Consortium	Principaux défis au cours du trimestre	Solutions / stratégies de mitigations
RECOLG	Les conséquences liées à la crise politique et aux opérations militaires dans la zone. La restriction de l'union européenne à ne pas travailler avec les autorités actuelles	Les conséquences liées à la crise politique et aux opérations militaires dans la zone. La restriction de l'union européenne à ne pas travailler avec les autorités actuelles

Les zones d'intervention du projet RECOSA sont confrontés elles aussi à des multiples incidents qui ont perturbé le bon déroulement des activités planifiées (en dépit des restrictions imposées par l'UE et des conséquences du 26 juillet). En plus de la suspension des activités en lien avec les autorités locales intervenus le 8 aout par le bailleur les membres du consortium, ont fait cas d'une série continue d'incidents sécuritaires provoqués par les GANE qui confirment les données et incidents enregistrés par ACLED. Cela inclut des incursions récurrentes, des menaces à Gotheyé par les militants d'IS Sahel, des vols, des pillages à Pogoa (Diagourou); des militants présumés de l'IS Sahel ont aussi tué deux personnes et saisi du bétail dans le village de Pogoa selon ACLED.

Les agents du projet RECOSA ont aussi fait cas de l'attaque d'une position de la Garde Nationale par des combattants d'un groupe armé à Bourkou le 9 aout 2023, dans le département et commune de Gotheyé. Le bilan fait état d'au moins 04 éléments de la Garde Nationale tués. Le 02 septembre 2023, de l'incendie d'un CSI par des combattants d'un groupe armé à Zibane, Anzourou. Ainsi que d'une attaque directe contre une unité de la Garde Nationale à Kandadji par des combattants d'un groupe armé, le 28 septembre 2023. (ACLED)

ANALYSE GEOGRAPHIQUE DE LA ZONE D'INTERVENTION DU PDU-UE

Malgré tous ces incidents, les activités planifiées ou replanifiées en prenant compte des restrictions ont été menées normalement surtout dans les communes de (Diagorou, Dargol, Dessa) : 100% niveau 1. Ces efforts ont été possibles grâce aux respects des différentes mesures de mitigation mises en place par le projet.

Consortium	Principaux défis au cours du trimestre Solutions	Solutions / stratégies de mitigations
REcosa	Défis sécuritaires Accès limités ces derniers temps suite au dernier événement dans le pays et aussi pour des raisons liées aux opérations militaires dans la région.	Respect des mesures sécuritaires et de la stratégie de mitigation mise en place par les équipes.

Le consortium ANV, qui opère dans les communes de Ouallam et de Tondikiwindi, est aussi confronté à un contexte sécuritaire très complexe bien qu'il y ait une baisse des incidents sécuritaires relevés par ACLED ce trimestre. Le passage de Ouallam a un niveau moyen 4 de CMO du consortium et de Tondikiwindi a un niveau moyen 3, montre une réel dégradation de la capacité d'accès, en partie due à la position géographique (zone d'opération militaire/base Française) et aux refus des autorités d'autoriser les déplacements dans les communes et villages (lié aussi aux délais de réponse d'OCHA sur les CHRONO). En effet, les équipes du consortium ont aussi fait face à la suspension de l'autorisation d'activités humanitaires imposée par les FDS et le gouvernorat qui empêche tous les déplacements du staff des ONGs dans la zone d'intervention avec plusieurs épisodes de blocage des convois sur l'axe Niamey-Ouallam ; avec de nombreux postes de contrôle installés par les FDS sur les axes Niamey-Ouallam et Ouallam-Tondikiwindi.

ACLED fait état de quelques incidents dans la zone de Ouallam. Comme par exemple, le 20 juillet 2023, une fusillade a eu lieu à la gendarmerie de la ville de Ouallam. Deux individus intégrés (probablement d'anciens membres de l'IS Sahel) ont été tués et un autre a été blessé. Ce trimestre a aussi fait l'objet de plusieurs marches et manifestations pour soutenir la junte et réclamer le départ des troupes françaises au Niger (aussi rapporté par ANV). C'est ainsi que le 2 septembre 2023, des milliers de personnes ont manifesté devant le quartier général de l'opération anti-jihadiste Almahaou dans la ville de Ouallam (Ouallam, Tillaberi). Les manifestants réclament le départ des forces militaires françaises selon ACLED et les agents du consortium basés à Ouallam. Pour finir, le projet ANV a fait état de quelques incidents supplémentaires ayant entravé la poursuite des activités comme les : Les inondations dans la ville de Tondikiwindi et à Tolkoboye (sur l'axe routier Niamey-Ouallam) causées par de fortes pluies (Accessibilité des axes routiers limitée par l'état du sol) ainsi que la suspension de l'implication des autorités publiques à tous niveaux par l'UE comme raisons pour la faible capacité de mise en œuvre ce trimestre.

Toutes ces difficultés ont exercé une influence négative sur la mise en œuvre des activités planifiées sur le terrain, malgré les mesures de mitigation prises par les agents du projet.

Consortium	Principaux défis au cours du trimestre Solutions	Solutions / stratégies de mitigations
ANV	Blocage de l'autorisation des mouvements pour les missions humanitaires, Blocage des convois sur l'axe Niamey-Ouallam. Accès difficile dû aux inondations, Suspension des activités impliquant les autorités à tous les niveaux	Activation des canaux de négociation à travers OCHA et intensification des réseaux d'information sur la sécurité, Négociation à travers OCHA pour obtenir l'accès à l'axe à partir de Niamey, Réduction des déplacements, Poursuite des activités au niveau communautaire uniquement

Le consortium PROGRESS, qui opère dans les régions de Tillabery (Banibangou et Abala) et de Tahoua (Tillia), a aussi dû faire face à interruption des activités à Banibangou et Abala en août et en septembre en raison des interdictions de mouvement liées au contexte sécuritaire suite aux événements du 26 juillet 2023. Tout comme, l'interdiction par l'UE de toutes activités mises en œuvre en lien avec les autorités et services techniques de l'Etat qui ont eu un impact majeur sur la capacité de mettre en œuvre les activités planifiées. Les réunions de concertation avec les autorités locales, les activités conjointes de suivi avec les services techniques (incluant les CSI) ont donc été annulées jusqu'à nouvel ordre, impactant le niveau moyen de CMO.

En plus, plusieurs incidents relevés par ACLED et les agents ont caractérisé la zone d'intervention ce trimestre, comme des attaques, pillages, menaces sur la population ainsi que des déplacements de populations. Par exemple, dans la commune de Abala, une situation préoccupante a été rapporté par ACLED avec un déplacement massif des populations des villages de Dangnan Madi, Maimagare, Mondaba Koira et Tamakay en direction du chef-lieu de la commune de Abala. Cette migration importante a été observée après que des militants présumés de l'EI Sahel ont proféré des menaces, contrignant les habitants à quitter leur lieu de résidence. Vu la menace grandissante des GANE, dans la commune de Banibangou vers le 10 septembre 2023, l'armée de l'air nigérienne a mené une frappe aérienne contre des militants présumés d'IS Sahel à l'est de Banibangou. Dans un communiqué publié par le quartier général de l'armée, environ 10 militants ont été tués, une colonne de motos et un poste de commandement avancé ont été détruits. Plusieurs déplacements de la population ont été aussi enregistré à Banibangou. Dans la région de Tahoua, à Tillia, on note aussi que des militants de l'IS Sahel ont extorqué des taxes " zakat " à des habitants près du village d'Eknewané.

Ces incidents n'ont pas été sans conséquence sur les activités, car presque **toutes les activités de santé nutrition ont été entravé dans toutes les communes du projet (niveau 5)** et les activités de moyen d'existence planifié à Tillia aussi. Les agents du projet ne cessent de respecter les mesures de mitigation pour une bonne marche des activités malgré le contexte sécuritaire volatile.

Consortium	Principaux défis au cours du trimestre Solutions	Solutions / stratégies de mitigations
PROGRESS	<p>La persistance des difficultés d'accès aux zones d'intervention du projet à cause des groupes extrémiste violent qui interceptent les véhicules des passants. Ce qui rends difficile l'accès aux bénéficiaire des villages cibles au niveau des chef-lieu des communes aux moments des activités du projet</p> <p>Suite à l'interdiction de l'EUTF de travailler avec les autorités étatiques, il y a un risque de dégradation des relations entre Acted et les nouvelles autorités du Niger.</p>	<p>Pour remédier à l'interruption des activités du 26 au 31 juillet, Acted a effectué un suivi à distance à travers les services techniques et autorités locales.</p> <p>De plus, Acted continue d'envoyer un chronogramme des mouvements lié aux activités à OCHA</p> <p>Acted effectue un monitoring constant de l'évolution sécuritaire à travers INSO et OCHA notamment et module son intervention en fonction des contraintes extérieures.</p>

Le fuseau Est comporte la région d'Agadez, Diffa et la province du Kanem et du Lac au Tchad où intervient le consortium RECOSOC. Meme si les communes du projet (Niger et Tchad) ont connu un trimestre sans contrainte notable, avec un ICMO niveau 1 à 100% dans toutes les communes. Ce qui indique que l'ensemble des activités prévues ont été réalisées normalement (cf carte 2) ; ceci s'explique en partie par les zones géographiques concernés, moins concernés par les opérations militaires au Niger, ainsi que le Tchad qui n'est pas atteint par les sanctions. Puis la non planification de certaines activités aux Niger suite aux suspensions.

En effet, situation sécuritaire et socio politique a continué d'influer sur la mise en œuvre des activités sur le terrain, en particulier celles nécessitant la présence physique des acteurs allogènes, -

ANALYSE GEOGRAPHIQUE DE LA ZONE D'INTERVENTION DU PDU-UE

-tels que les équipes du projet, les prestataires et les fournisseurs de biens. Les activités planifiées dans les régions du Niger avant fin aout ont été menées normalement car la majorité étaient des activités de suivi. La partie Nigérienne a été impacté par les sanctions imposés par l'UE en septembre et à dû revoir la planification de ses dernières activités sensées être menés avec les autorités locales et les STD.

Dans la région d'Agadez, le caractère volatile de la situation sécuritaire de cette région est toujours mentionné par les agents du terrain vu le caractère préoccupant de la situation bien qu'en baisse ce trimestre. Il est manifesté par quelques attaques, vol et banditisme, c'est ainsi qu'ACLED nous fait cas que vers le 9 juillet 2023 (entre le 5 et le 13 juillet), un groupe armé non identifié a commis un vol à main armée dans la zone de la Dune 400, près de l'Arbre du Ténéré (Tchirozerine, Agadez). Les forces militaires sont intervenues et ont récupéré trois véhicules et un véhicule des assaillants, des munitions et d'autres objets. A Tabelot, les agents du terrain signalent le défi du transport/l'accès difficile dans la zone du Kawar pour mobiliser les agents afin de finaliser les travaux d'aménagement dans le délai.

Dans la région de Diffa, la situation sécuritaire au troisième trimestre de l'année 2023 est demeurée calme. Comme au deuxième trimestre, l'environnement sécuritaire de la région, n'a pas dérogé au contexte habituel (attaques et enlèvements des éléments des groupes armés non-étatiques (GANE), criminalité, etc.).

Au Tchad, la situation sécuritaire dans la zone du Lac, reste relativement calme mais imprévisible. Aucun incident n'a impacté directement les activités sur le terrain. Toutefois, au Lac, le trimestre est marqué par des assassinats et enlèvements de la population dans les zones insulaires et aussi des arrestations et redditions des membres du Groupe Armé Non Etatique par les Forces de Défense et de sécurité. Les cas de cambriolage ont été également signalés dans la ville de Bagasola et préoccupent les membres du staff humanitaire sur place. La crise du Niger a entraîné des répercussions sur les Groupes armés Non Étatiques : les frontières du Niger, Nigeria et du Tchad ont été renforcées. Ce renforcement a créé une restriction de déplacement de ces GANE qui ont tendance à mener des incursions dans la zone. Les derniers incidents enregistrés montrent que ces assaillants sont en rupture de stocks et sont à la recherche de ravitaillement en besoins vitaux, chose difficile à cause du nouveau dispositif en place au niveau des frontières.

Cependant, malgré ces défis, les activités planifiées ont été menées normalement au niveau 1 dans toutes les communes d'intervention, grâce aux mesures d'atténuation mises en place par les agents du projet.

Consortium	Principaux défis au cours du trimestre Solutions	Solutions / stratégies de mitigations
RECOSOC	Faible fluidité de communication entre la coordination RECOSOC et les équipes de terrain; •Coïncidence de calendrier de travail avec IRC et Alert Santé (Perturbation des activités) ; • Mauvais état de piste rendant difficile le déplacement sur le terrain ; • La rareté des témoignages sur les activités de la cohésion sociale. •La non-systématisation du dépistage au sein des FARN pour une meilleure prise en charge des cas de malnutrition aigues et modérées.	-Maximiser la communication entre la coordination et l'équipe terrain Si possible partager les chrogrammes d'activités avec les différents partenaires dans la zone pour la coordination des activités dans les sites; -Systématiser le dépistage pour une meilleure prise en charge des MAM avec l'appui des agents CSI.

ANALYSE PAR THÉMATIQUES

Dans cette conjoncture, on constate aussi une décroissance progressive du volume d'activités, en particulier pour quatre des cinq consortiums (RECOSA, RECOLG, PROGRESS, et ANV) qui entament leur dernière année de mise en œuvre. Cette évolution a pour conséquence de libérer de l'espace pour les initiatives de promotion de la gouvernance locale, de cohésion sociale et de prévention des conflits. Cependant, ces dernières ont dû faire face à des retards importants dans leur mise en œuvre en raison de l'insécurité persistante et du contexte volatil provoqué par le coup d'État dans un premier temps, puis par les restrictions de travailler avec ces dernières imposés par l'UE.

Ce trimestre, une attention particulière avait également été accordée au suivi des activités achevées, au renforcement des capacités des acteurs locaux, ainsi qu'à la consolidation et à la pérennisation des acquis. Dans cette perspective, plusieurs activités ont été délocalisées au niveau moyen (niveau 4) dans le but d'assurer une mise en œuvre plus efficace, malgré les défis imposés par le contexte post-coup d'État.

En comparaison avec le trimestre précédent, une amélioration a tout de même été enregistrée dans la (CMO) des activités liées à la gouvernance locale, et le moyen d'existence et une baisse pour les activités de protection, santé nutrition et cohésion sociale (voir le tableau récapitulatif du niveau moyen ICMO par thématique ci-dessous). Cette baisse significative est directement attribuable aux arrêts des activités engendrés par le coup d'État du 26 juillet, soulignant ainsi l'impact délétère de cet événement sur la continuité des opérations du PDU-UE.

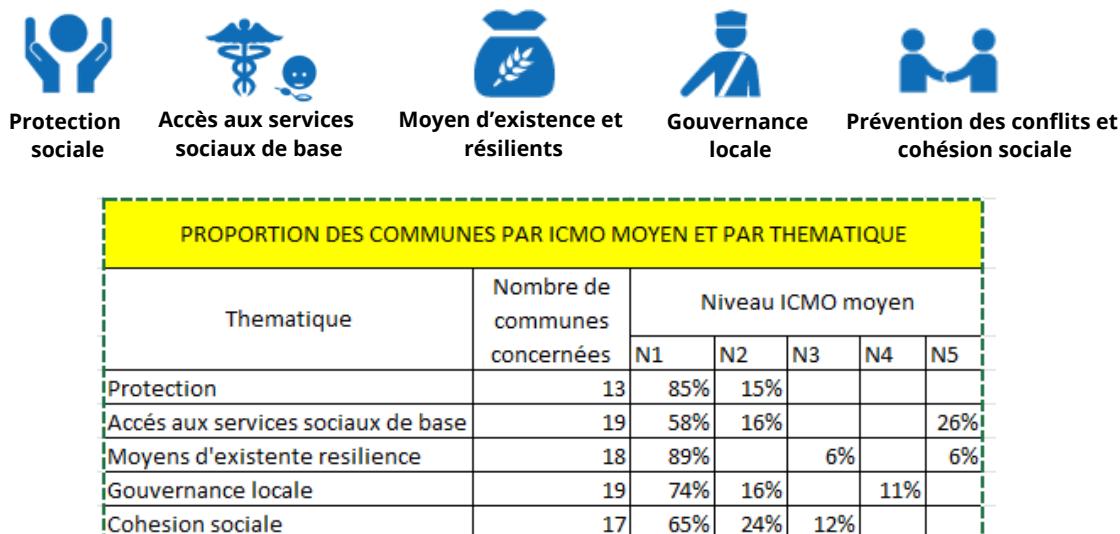


FIGURE 3 : Niveau moyen de capacité de mise en œuvre des activités : T2 2023

FIGURE 4 : Niveau moyen de capacité de mise en œuvre des activités : T3 2023

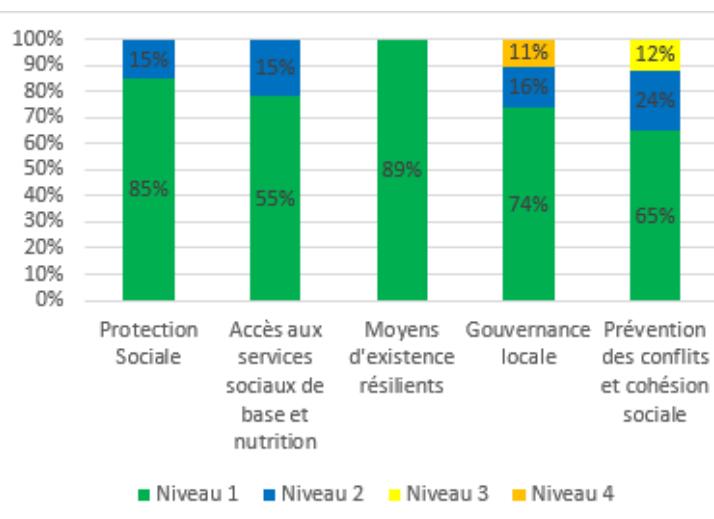
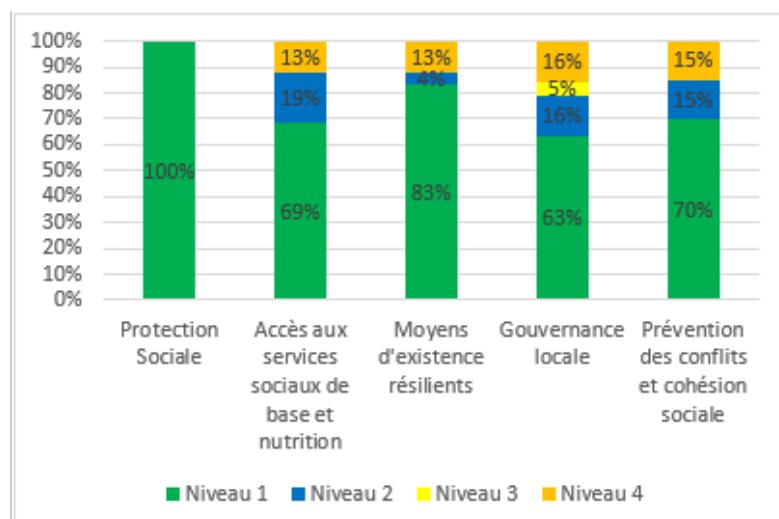
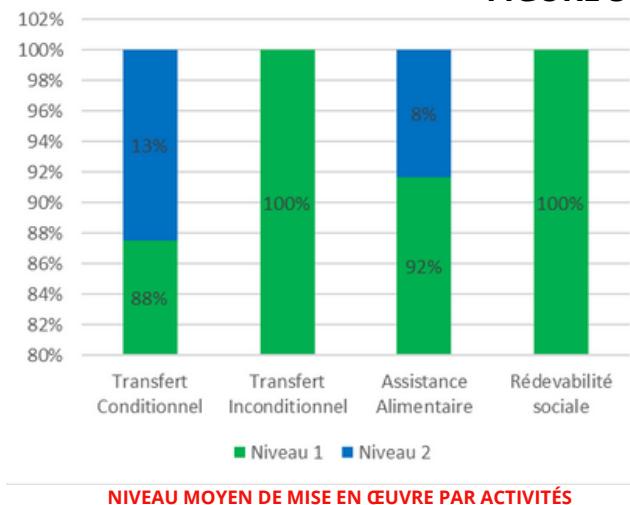


FIGURE 5

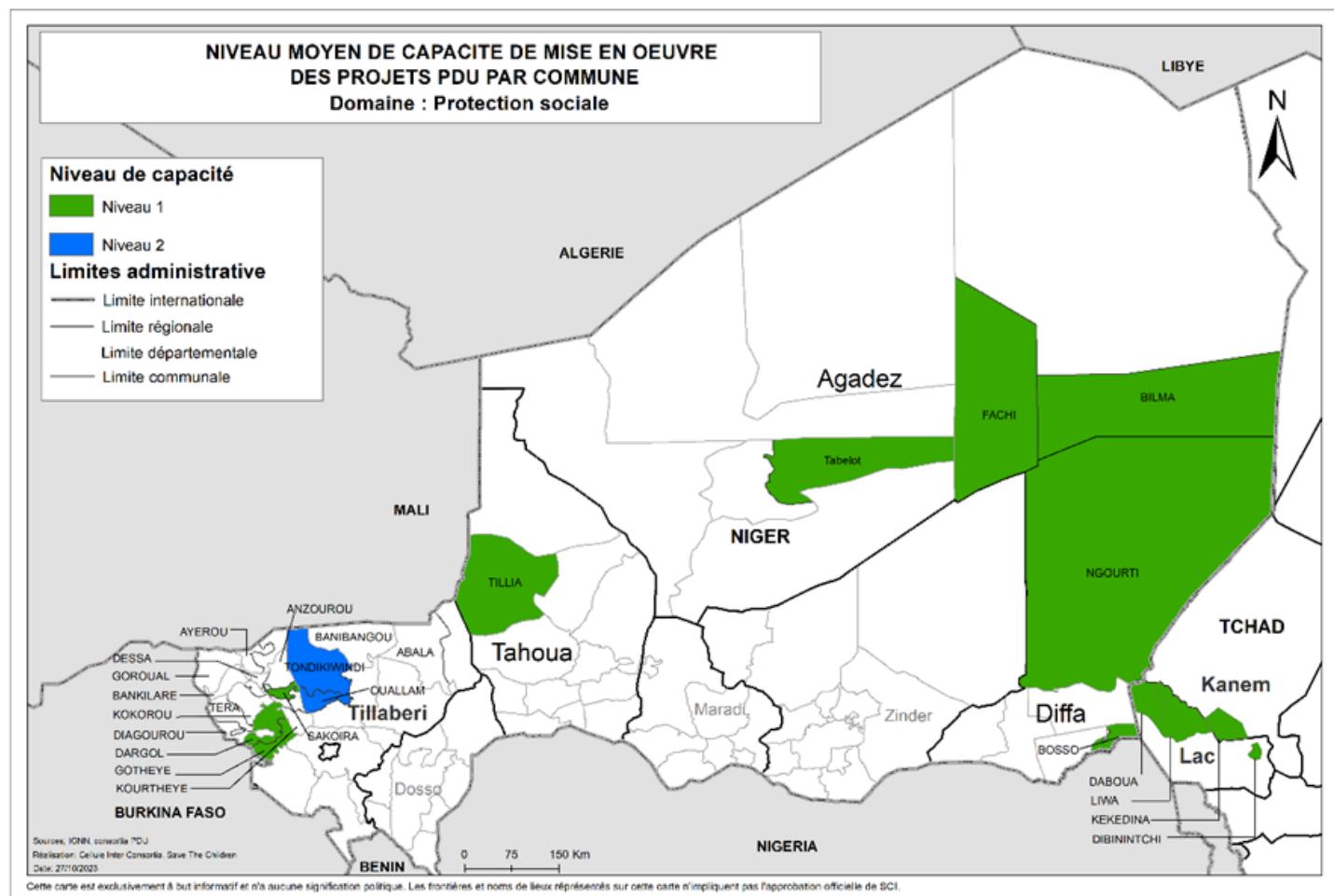
DOMAINE 1: PROTECTION SOCIALE

Au cours du trimestre, quasiment tous les consortiums, soit quatre sur cinq, ont exécuté les initiatives pertinentes du domaine de la protection sociale dans 15 communes. Les actions de protection sociale durant cette période se concentrent principalement sur le suivi de proximité et la collecte de témoignages, notamment dans les communes du projet RECOSOC. De plus, la mise en place de réserves de proximité pour faciliter l'accessibilité des produits de première nécessité à la population de Bosso a été accomplie. Dans l'ensemble, les quatre consortiums ont démontré

**NIVEAU MOYEN DE MISE EN ŒUVRE PAR ACTIVITÉS**

une capacité de mise en œuvre robuste, avec un indice de capacité de mise en œuvre (ICMO) de niveau 1 pour l'ensemble des actions de protection sociale réalisées au cours du trimestre, comme illustré dans la Figure 4. Les initiatives de protection sociale ont été menées à terme dans toutes les municipalités du projet RECOLG (voir carte N° 4 et Figure N°4).

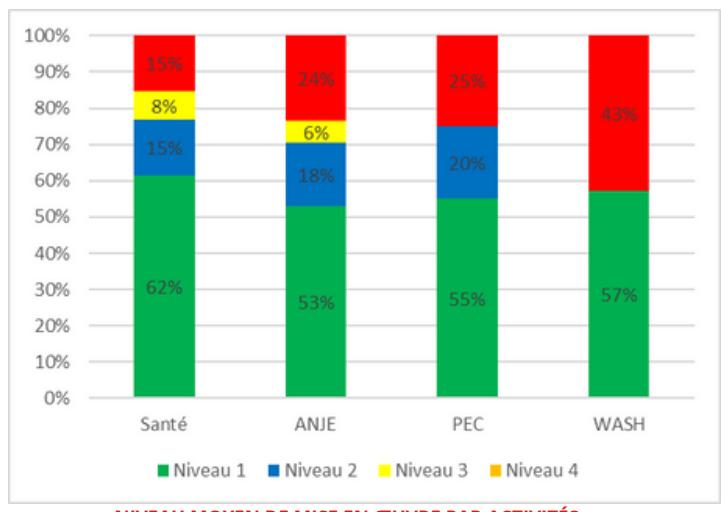
L'exécution des activités pertinentes du domaine de la protection sociale s'est déroulée sans rencontrer d'obstacles significatifs pour l'ensemble des actions programmées par les quatre consortiums, grâce aux mesures d'atténuation mises en œuvre sur le terrain. Dans cette optique, l'indice de capacité de mise en œuvre (ICMO) pour la protection sociale a connu une régression, passant de 100 % au niveau moyen 1 au cours du deuxième trimestre 2023 à 80 % au niveau moyen 1 au cours de ce trimestre 2023, marquant ainsi une diminution de 20 %. Cette réduction est attribuable aux ralentissements enregistrés dans les activités du trimestre au sein des municipalités du projet ANV, comme en attestent les données de l'ICMO (La suspension des opérations humanitaires par les autorités entrave le progrès des actions prévues dans les villages d'intervention)

CARTE N°4

DOMAINE 2 : ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE ET NUTRITION

FIGURE 5

Durant ce trimestre, le paquet d'activité a été un des plus touché par la situation actuel. Toutes les activités du domaine on subit un coup, rendant impossible l'exécution dans plusieurs communes du consortium PROGRESS et ANV(niveau 5 : 23% des communes). Mais aussi certaines activités fait suite à l'arrêt du contrat de certaines agents partenaires comme Adkoul notamment au niveau de Abala et Banibangou ou il n'y a pas de complémentarité avec d'autres projets. Les récentes restrictions imposées par les autorités rendent inaccessibles les zones pour toute intervention humanitaire ou au bénéfice des populations vulnérables. Par exemple, activité EPICOM lancée en juin par ANV, ont été interrompue dans leur phase

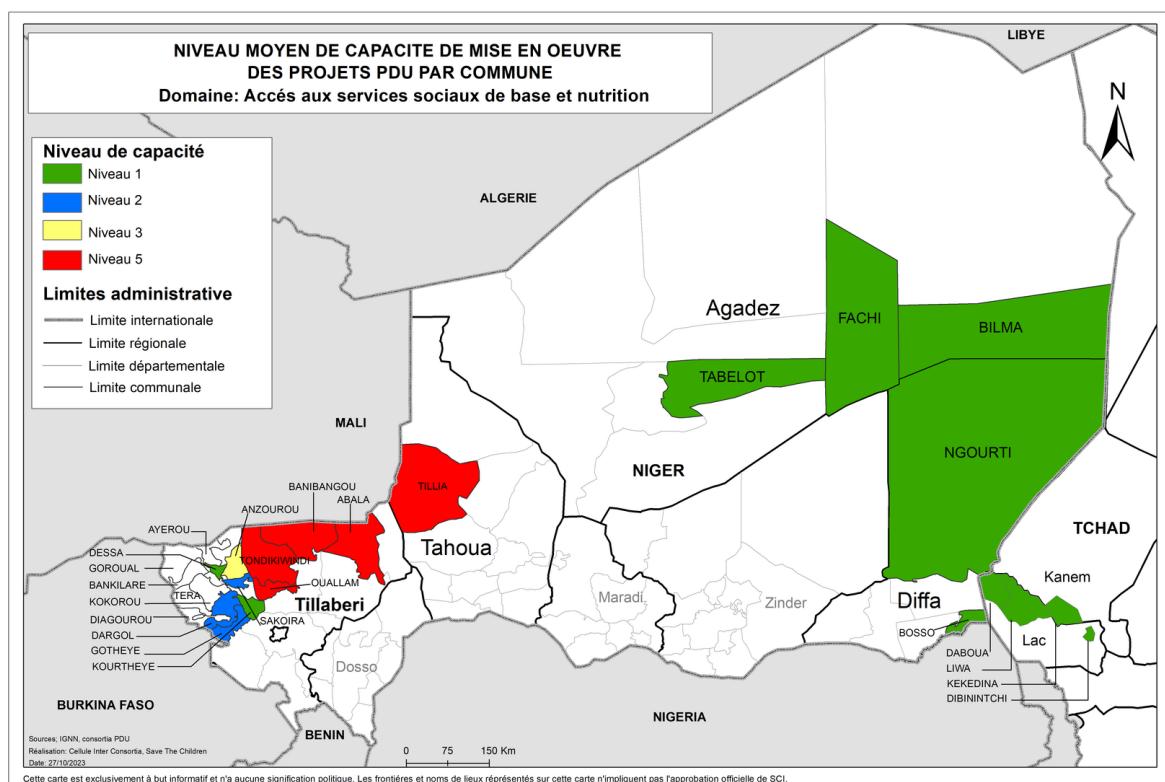


NIVEAU MOYEN DE MISE EN ŒUVRE PAR ACTIVITÉS

communautaire en raison de la suspension des opérations humanitaires par les autorités et de la rupture des relations avec les CSI, un partenaire clé dans l'enracinement de l'activité.

Néanmoins les agents de santé continuent à promouvoir l'ANJE au niveau de leurs structures sanitaires. Dans l'intervalle du 10 juillet au 21 Août 2023, quinze (15) séances de sensibilisation sur les pratiques familiales essentielles ont été organisées au profit de quatre cent douze (412) participants dont deux cent soixante-quinze (275) femmes et vingt-six filles (26) dans les communes de Bilma, Fachi et Tabelot sur les thématiques suivantes hygiène et assainissement, VBG et changement climatique. Le dépistage des enfants et référencement dans les centres de prise en charge dans la commune de Bosso. 375 enfants dépistés, 24 pris en charge dans les FARN et 5 référés au CS rendant les activités à un niveau 1 (52%) et niveau 2 (14%). Certaines activités ont connu une modification/annulation surtout dans la commune de Anzourou menées par les relais communautaires identifiés et formés.

CARTE N°5



DOMAINE 3 : MOYEN D'EXISTENCE ET RÉSILIENCE

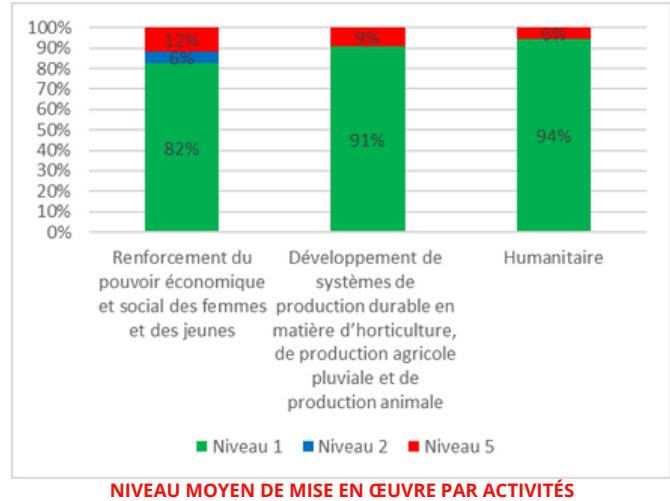
FIGURE 6

Au cours de ce trimestre, les activités menées incluaient le renforcement du pouvoir économique et social des femmes et des jeunes, des actions humanitaires, ainsi que le développement de systèmes de production durable en horticulture, production agricole pluviale et production animale, orchestrées par quatre des cinq projets.

Cependant, malgré ces réalisations, quelques perturbations ont été enregistrées dans la mise en œuvre de certaines activités, particulièrement à Tilia et Abala (niveaux 3 et 5).

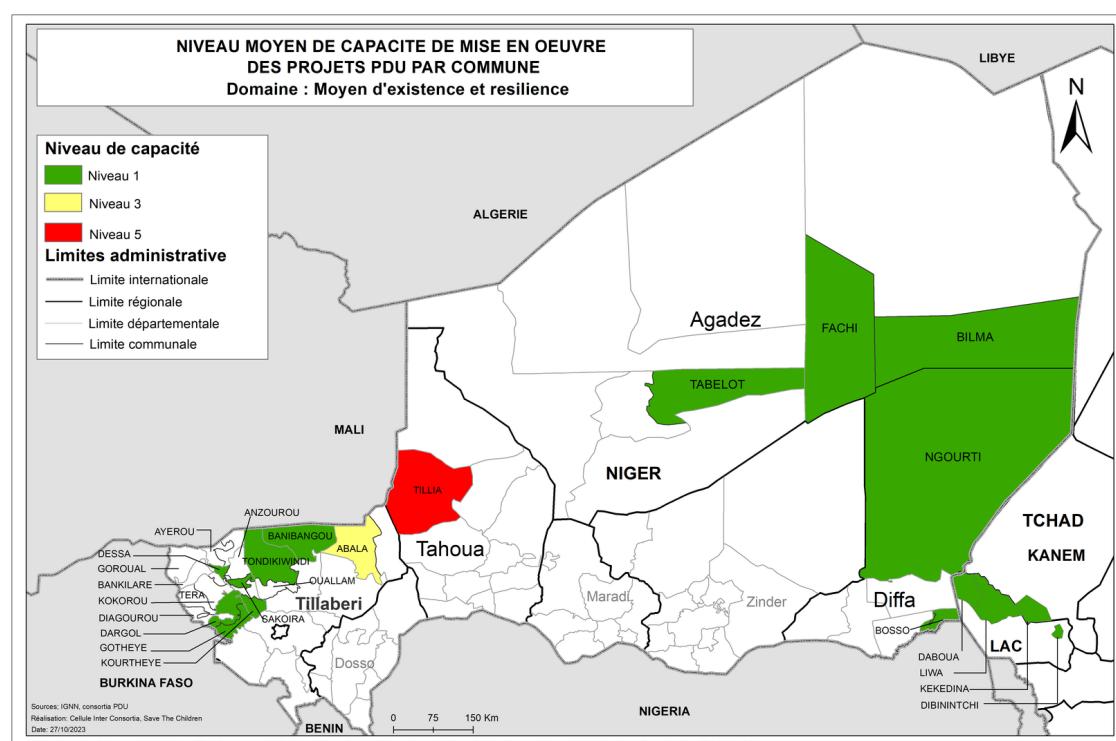
De plus, on constate une amélioration de la capacité de mise en œuvre des consortiums dans plus de 89% des communes, en hausse par rapport au trimestre précédent qui était à 83% (niveau 1).

Cette légère amélioration est imputable au respect des règles sécuritaires et à la mise en œuvre des activités par les acteurs locaux, notamment les relais communautaires.



NIVEAU MOYEN DE MISE EN ŒUVRE PAR ACTIVITÉS

Plusieurs activités ont été bien menées ce trimestre malgré la situation socio politique du pays. Il s'agit principalement dans les communes du projet REcosa : 40 personnes handicapées ont reçu des moutons d'embouche et 40 autres PH ont reçu chacun 125000 pour la mise en place de petit commerce. Nous avons aussi trois cent trente-sept (337) femmes membres des groupements MMD de la commune de Tabelot ont participé dans cinq (5) sites à la formation sur la confection de savon et l'entrepreneuriat a permis de rehausser les compétences des femmes avec de nouvelles notions et techniques. Quatre-vingt-dix-huit (98) groupements des femmes (2342 femmes) repartis dans les trois communes d'intervention (Bilma, 26 groupes de 671 femmes ; Fachi, 25 groupes avec 551 femmes et Tabelot 47 groupes de 1120 femmes) sélectionnés ont reçu les appuis en cash pour le développement de leurs AGRs. Le montant distribué par groupe varie de 250 000 FCFA (381 Euro) à 500 000 FCFA (762 Euro). Une session de renforcement de capacité des producteurs a été organisée en date du 29 juillet au 08 août 2023 dans les communes de Liwa et de Daboua au Tchad. Les communes de Tilla et Abala ont connu des difficultés d'accès (niveau 5) à leurs zones depuis le coup d'Etat du 26 juillet avec la note interdisant les partenaires l'accès aux zones d'interventions.

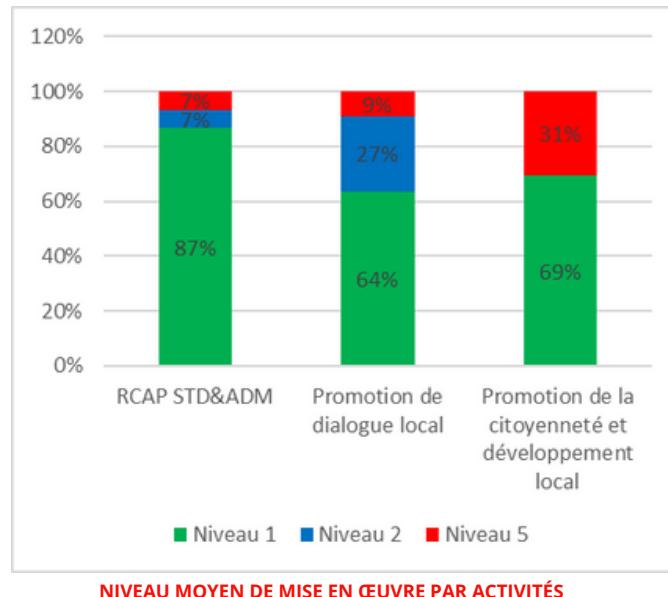


CARTE N°6

DOMAINE 4 : GOUVERNANCE LOCALE

FIGURE 7:

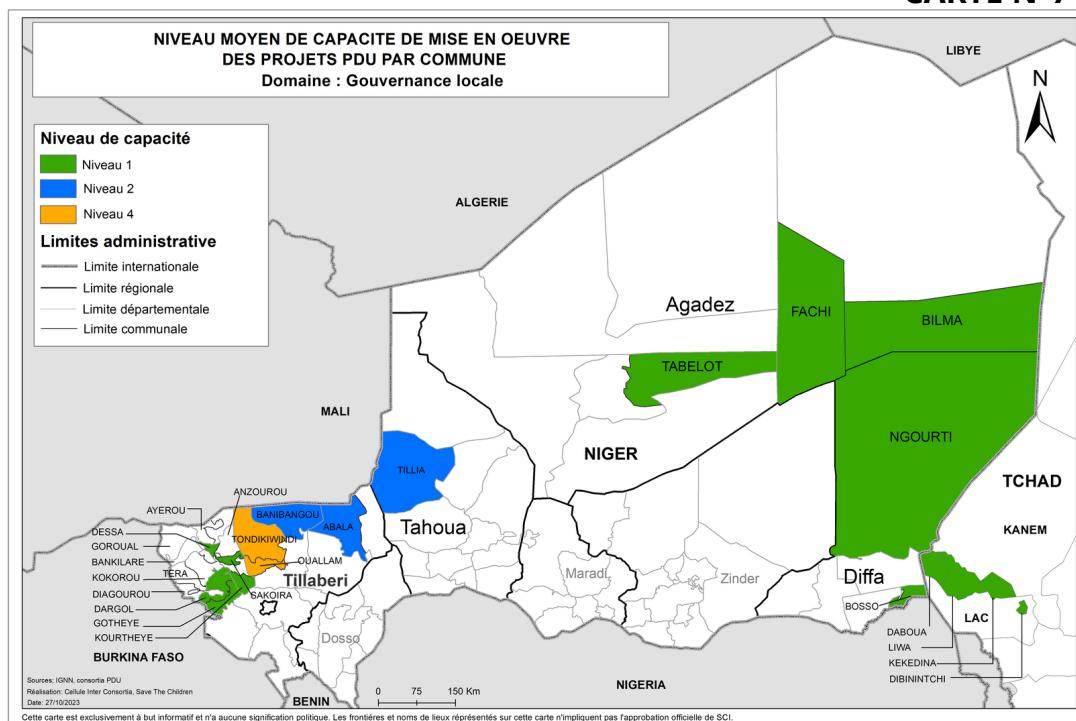
Dans ce domaine, les activités ont été menées dans 4 projets sur les 5 couvrant ainsi 19 communes sur les 26 communes bénéficiaires du programme PDU-UE. Tous les 4 projets ont mis en œuvre les activités planifiées (voir carte 7). Les activités principales réalisées dans le domaine de la gouvernance locale comprennent le renforcement des capacités des autorités locales dans les communes accessibles, la tenue de forums de dialogue entre les autorités locales et les communautés, ainsi que le développement d'initiatives locales visant à rapprocher les communautés et les autorités locales. Ces activités ont été menées de manière régulière dans 70% des communes comparativement au trimestre précédent 65%.



Plusieurs activités ont été menées durant le trimestre (en particulier avant la suspension imposée par l'UE en aout 2023) aboutissant à un ICMO niveau 1 de 70%, il s'agit de la poursuite des diffusions des messages au niveau des deux (2) communes de Bilma et Tabelot. Selon le directeur de la radio communautaire de Tabelot, La radio touche désormais environ 7000 personnes. Quant à la radio de Bilma, le nombre de personnes ayant écoutés les différentes émissions est estimé 6000 personnes. A Bosso et Ngourtî partage des résultats sur l'analyse de la sensibilité aux conflits avec les autorités et communautés et sensibilisation des parents pour l'enregistrement de naissance.

Renforcement de capacité des cadres de concertation pour le dialogue, la gestion et la prévention des conflits. Accompagnement des cadres dans la planification. Financement du suivi des autorités et STD sur les sites maraîchers en cours d'aménagement à Bilma et Fachi, la mission de supervision du directeur de l'élevage de Tchirozérine des kits AGR élevages, la mission de supervision avec le préfet de Bilma et chef de canton de Fachi, La formation des membres des COFOB par le Secrétaire départemental, etc. Néanmoins quelques activités de visibilité ont subi des coups (niveau 5) à Ouallam et Tondikiwindi empêchant leurs mises en œuvre depuis les évènements du 26 juillet.

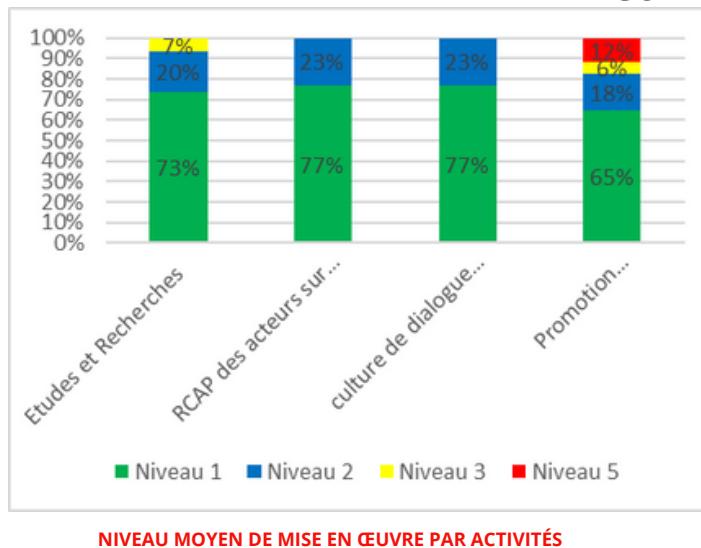
CARTE N°7



DOMAINE 5 : PRÉVENTION DES CONFLITS ET COHÉSION SOCIALE

FIGURE 8 :

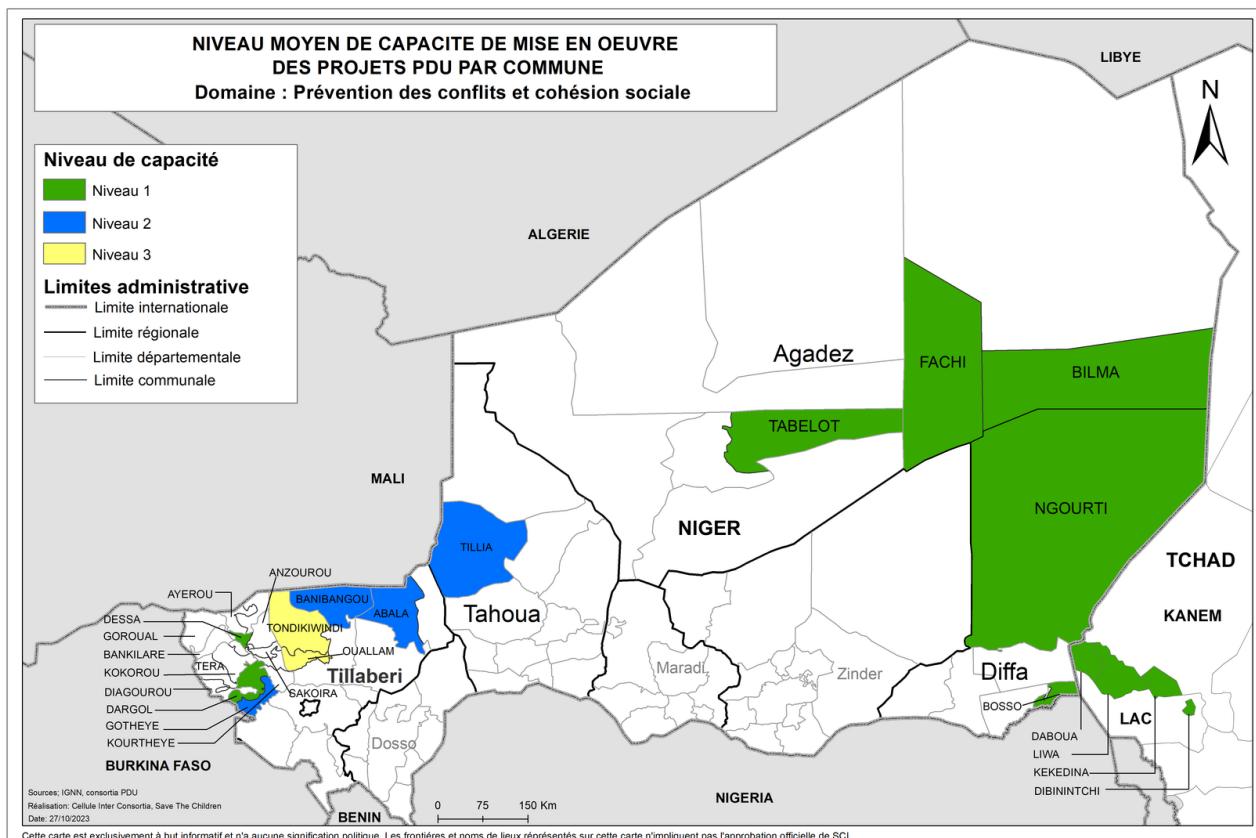
Au cours de ce trimestre, comme le domaine de Gouvernance locale, les activités de prévention des conflits et de cohésion sociale ont été confrontées à des défis liés à la suspension de certaines. Néanmoins, malgré ces difficultés, 65% (17) des communes d'intervention du PDU-UE ont réussi à mener à bien les activités prévues dans ce domaine et 24% (4) des communes ont vu leurs activités ralentir et 12% (2) communes modifier/annuler.



Un exemple concret dans le cadre du projet RECOSA est que les activités de prévention des conflits et de cohésion sociale ont été mises en œuvre uniquement dans la commune de Dargol (voir carte N°8). Ceci met en évidence la nécessité continue d'adapter les approches pour assurer le succès des activités dans l'ensemble des communes du projet. Ces adaptations ont permis aux consortiums de réaliser un ensemble significatif d'activités au cours du trimestre. Parmi celles-ci, on peut citer la formation des COFO, ainsi que l'animation des espaces de dialogue à Dargol.

Il y a également eu la mise en place d'un cycle de dialogue entre Personnes Déplacées Internes (PDI) et hôtes, des études de cas sur la gestion pacifique des conflits à Kekedina et Daouba au Tchad, le renforcement des capacités des cadres de concertation et la dotation en matériel à Liwa au Tchad. De plus, des initiatives de cohésion sociale ont été identifiées et soutenues, notamment par la formation des membres du comité de gestion des plaintes à Fachi. À Bosso, une formation/recyclage a été dispensée à 34 membres des cadres de concertation, dont 8 femmes et 26 hommes, portant sur la gestion non violente des conflits, les techniques de médiation et la planification.

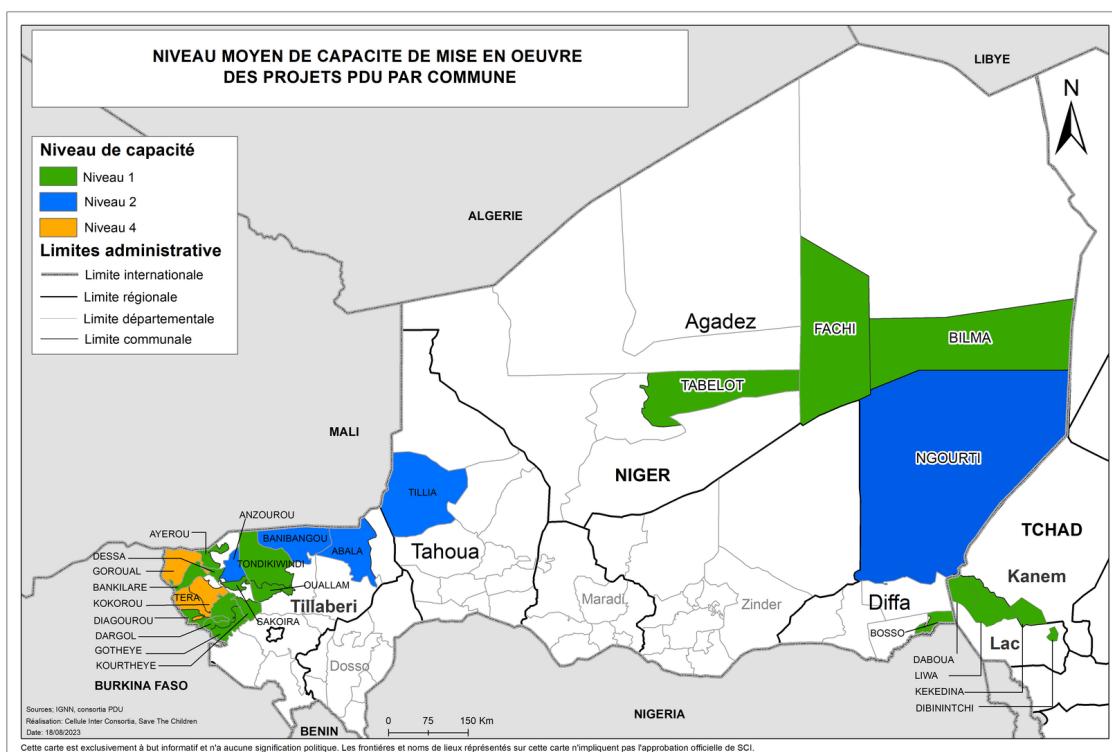
CARTE N°8



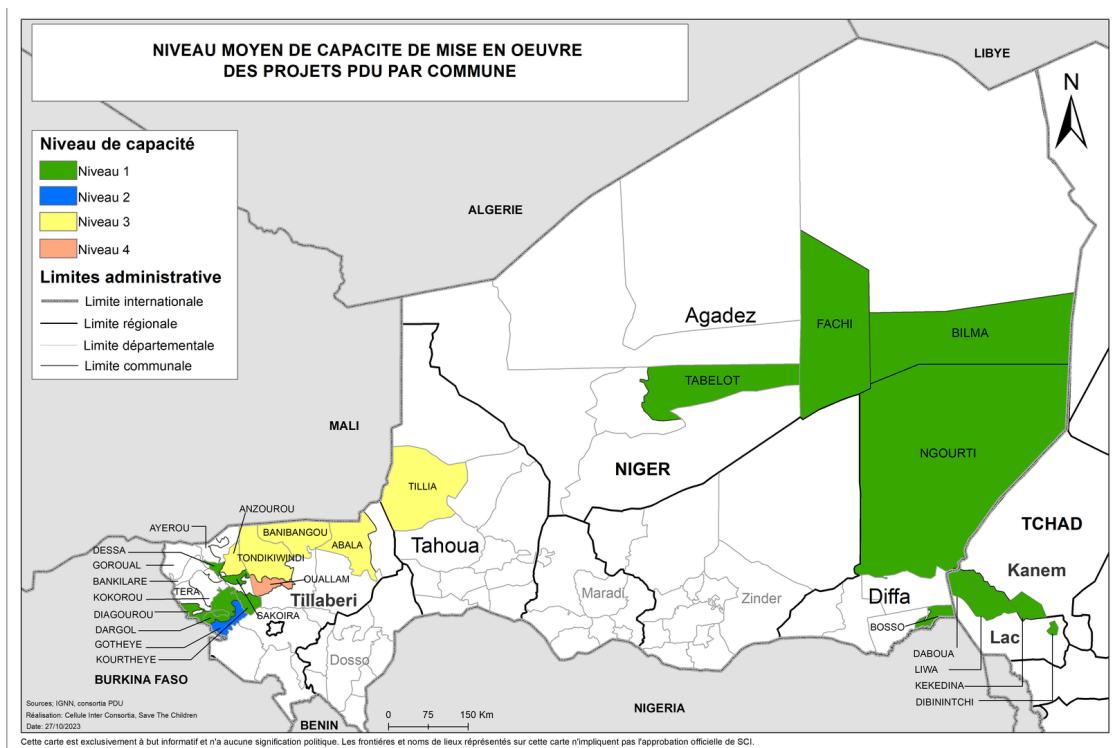
CARTES COMPARATIVES 1

Une analyse des chiffres globaux révèle une aptitude croissante à déployer les activités dans certaines communes. Grâce à l'engagement des acteurs locaux tels que les agents de santé et les relais communautaires, les activités prévues ont été réalisées avec succès. Un exemple intéressant est la commune de Ngourtî, qui était classée au niveau 2 lors du trimestre précédent, mais qui est revenue au niveau 1 ce trimestre. Néanmoins, plusieurs communes ont vu leurs capacités réduites, les cartes comparatives nous montrent quelques changements au niveau des communes du projet PROGRESS et ANV. Car les communes de ce dernier passent du niveau 2 au niveau 3 et 4 et les communes de Banibangou, Abala et Tilia passent du niveau 2 au niveau 3. Ce qui s'explique par la situation post coup d'Etat expliquée ci haut.

Deuxième trimestre



Troisième trimestre



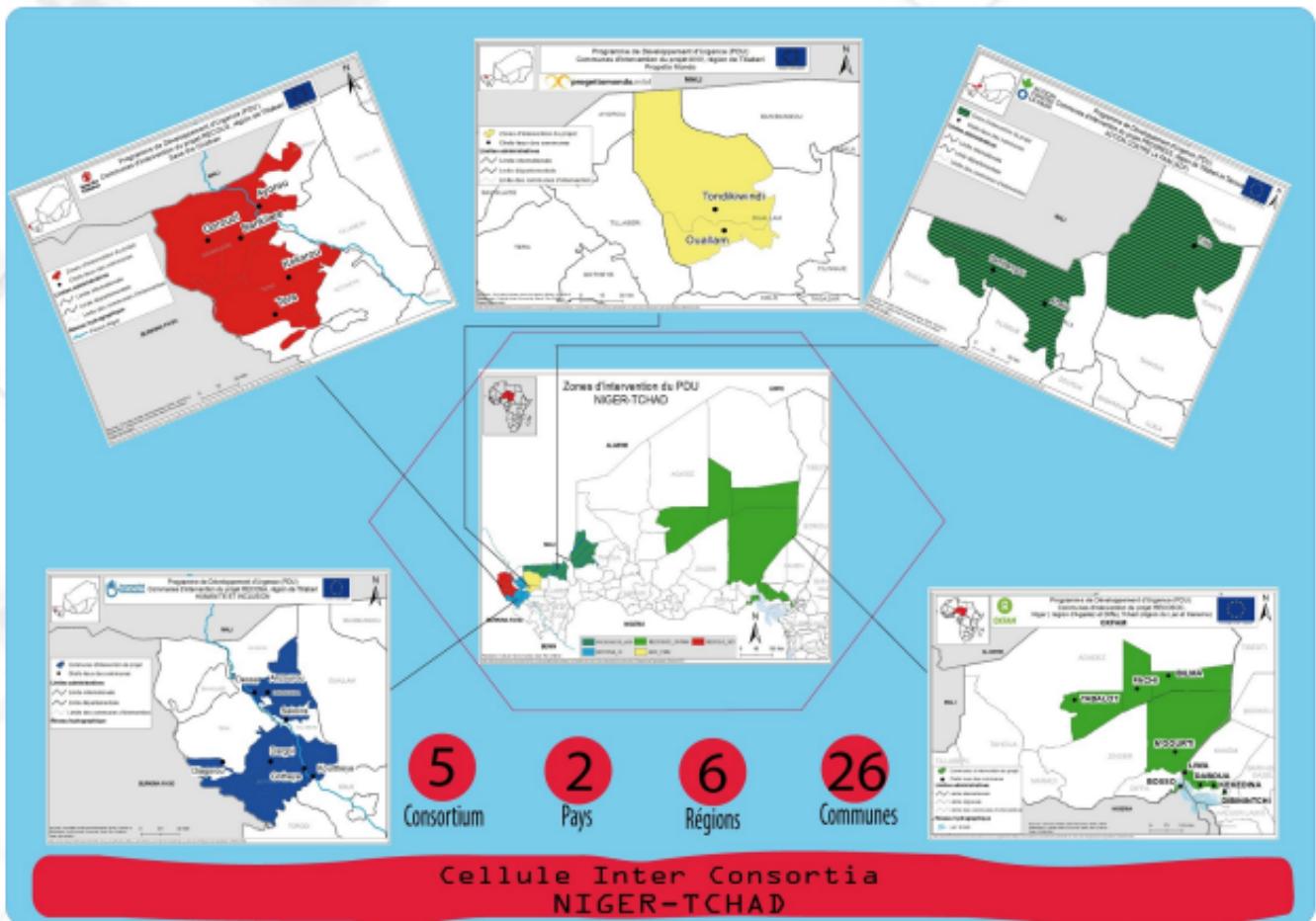


CELLULE INTERCONSORTIA PDU NIGER-TCHAD



Financé par l'Union Européenne

Ed: décembre 2023



« Le présent document a été élaboré avec l'aide financière de l'Union européenne.

Les opinions qui y sont exprimées ne doivent en aucun cas être considérées

comme reflétant la position officielle de l'Union européenne. »